

les dominateurs de l'Archipel. Mais, orgueil ou impuissance, la République régénérée se changea vite en Dictature. Tour à tour on vit persécuter et éloigner sur un rocher égéen tous les notables de la politique. En janvier 1926, la dictature s'affirme : plébiscite, élection du général Pangalos comme président de la République, ajournement des élections. Il semble que le peuple grec accepte ces nouvelles formes. L'officieux *Elefthros Typos* pouvait écrire alors (18 avril) : « Du côté où se tient la nation, avec ses besoins et sa volonté de vivre, la conscience a depuis longtemps mûri que la République possède une force de résistance morale beaucoup plus grande que ne l'imaginent ses protecteurs sortis des partis. » La question était justement posée. Les « partis », les *kommata*, ou la Dictature provisoire. Le peuple choisissait entre l'émiettement et l'unité.

Mais l'unité n'est pas la servitude, et l'opinion républicaine, privée de journaux libres, de guides désintéressés, eut deux motifs d'inquiétude. Le premier fut intérieur : ce fut, par hostilité au véniséisme, le rapprochement de Pangalos et des chefs royalistes. La première manifestation fut la tentative — avortée du reste, par les prétentions de la famille royale — pour célébrer aux frais de l'État les obsèques de la reine Olga, mère de Constantin, jadis fort populaire, morte à Rome le 18 juin. Le second fut extérieur : l'opposition manifestée par le gouvernement aux projets d'entente balkanique. Le général Pangalos, son ministre des Affaires étrangères, Roufos, se débarrassaient successivement de tous les grands hommes d'État, qui avaient compris le rôle de la Grèce dans la paix du monde : tel d'abord M. Nicolas Politis, ministre en France, puis ses